

## LA GUERRE À L'EST DE LA RD CONGO EST-ELLE UNE FATALITÉ INSURMONTABLE ?

*« La guerre n'est pas un désastre naturel mais une  
production de l'action humaine. »*

Emmanuel Kant<sup>1</sup>.

**Alain NZADI-A-  
NZADI, S.J.**,  
Chercheur en  
littératures  
francophones.  
Directeur du CEPAS  
et Rédacteur en Chef  
de *Congo-Afrique*.  
nzadialain@  
gmail.com

L'Est de la RD Congo vit dans l'instabilité depuis plus de deux décennies maintenant. Les efforts récurrents des acteurs (nationaux, régionaux et internationaux) pour ramener la paix semblent infructueux, se caractérisant, les uns et les autres, par leur manque de résultats probants.

En effet, les armes ne se taisent toujours pas ; les massacres des civils et les viols des femmes et des enfants rythment scandaleusement la vie quotidienne des dizaines de milliers de Congolais, condamnés de fait à une vie d'errance et d'insécurité quasi permanente.

Au regard du spectacle sinistre qu'offre cette partie du pays depuis plusieurs décennies, une question fondamentale mérite d'être posée : la guerre, l'instabilité et les conflits à l'Est de la RD Congo sont-ils une fatalité que l'on doit se résigner à subir éternellement ? Dans le cas contraire, quelles pourraient être les voies de sortie envisageables ? Mieux encore, qu'est-ce qui rend la construction de la paix une entreprise difficilement réalisable en RD Congo ?

Pour répondre à ces interrogations légitimes, il me semble que certaines conditions fondamentales doivent être remplies pour donner une chance à la paix en RD Congo et dans la région des Grands Lacs en général.

---

<sup>1</sup> Citation reprise par Rigobert MINANI, *Les défis de la construction de la paix en République démocratique du Congo et l'engagement de l'Église*, Kinshasa, éditions du Cepas, 2021, p. 35.

## (1) Sincérité des parties concernées : éviter un marché de dupes !

Les efforts pour une paix durable à l'Est de la RD Congo ressemblent effectivement à un marché de dupes. Le comportement des parties prenantes au conflit, qu'il s'agisse des acteurs locaux, nationaux, régionaux, ou internationaux, renforce le doute sur la sincérité des acteurs engagés dans le processus de paix ; on a l'impression qu'ils ne croient pas, eux-mêmes, en la paix qu'ils semblent pourtant prêcher ouvertement.

En analysant les différents dialogues pour la paix en RD Congo qui ont souvent accouché d'une souris, les plus pessimistes diraient, à l'instar de l'héroïne du roman de Gustave Flaubert qui se lasse de l'insincérité de ses congénères : « Tout ment ! Chaque sourire cache un bâillement d'ennui, chaque joie une malédiction, tout plaisir son dégoût [...] »<sup>2</sup>

En effet, l'on ne compte plus le nombre de dialogues qui ont donné lieu aux accords de paix dont la matérialisation est restée lettre morte. On dirait que chaque accord de paix signé avec les différents groupes armés ou ethniques semble porter en lui les germes de son échec<sup>3</sup>.

Par ailleurs, une analyse attentive de différentes dénominations des groupes armés qui pullulent dans la région révèle une contradiction curieuse entre la « paix », la « stabilité » ou le « patriotisme » qui apparaissent dans les énoncés de leurs dénominations<sup>4</sup> et la violence qui caractérise généralement le mode opératoire des initiateurs de la plupart d'entre eux. En d'autres termes, on prétend défendre la démocratie et l'intégrité du territoire en massacrant des innocents, en violant des femmes et des enfants, ou en procédant aux extorsions des biens des paisibles citoyens.

Il en va de même des dialogues initiés entre les différents acteurs régionaux. D'aucuns s'interrogent, par exemple, sur la sincérité des pays voisins comme le Rwanda et l'Ouganda. L'on sait que certains groupes armés, notamment le M23 et les ADF, ont leurs bases arrières dans ces pays voisins. Ceux-ci utiliseraient ces groupes rebelles non seulement pour créer l'instabilité dans la sous-région, mais aussi pour brouiller les pistes afin d'exploiter frauduleusement et impunément les riches gisements des minerais qui inondent le sous-sol de l'Est de la RD Congo, comme l'ont démontré

2 G. FLAUBERT, *Madame Bovary*, Paris, Librairie Générale Française, 1983, p.319.

3 On peut lire avec intérêt le récapitulatif de Vital Kamerhe sur l'instabilité de la RDC et les différents Accords de paix signés, mais restés sans lendemain. Cf. Vital Kamerhe, « Les négociations pour la paix en RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°516 (juin-juillet-août 2017), pp. 561-568.

4 Me Jean-Bosco Lalo, dans sa contribution publiée ici, présente la mosaïque des rébellions, depuis Laurent-Désiré Kabila, qui sévissent dans la région de l'Ituri et les environs. On y retrouve des dénominations telles que : ALLIANCES DES FORCES DÉMOCRATIQUES POUR LA LIBÉRATION ; RASSEMBLEMENT DES CONGOLAIS POUR LA DÉMOCRATIE ; UNION DES PATRIOTES CONGOLAIS ; FORCES ARMÉES DU PEUPLE CONGOLAIS ; FORCE DE RÉSISTANCE PATRIOTIQUE DE L'ITURI, etc.

plusieurs rapports des experts des Nations Unies<sup>5</sup>. Dans un tel contexte, comment initier un dialogue sincère avec des pays dont le comportement sur le terrain montre qu'ils jouent double jeu ?

En effet, il est difficile de dialoguer avec des parties prenantes au conflit dont on questionne la sincérité des affirmations ou des promesses. Si tous les pays de la sous-région des Grands Lacs voulaient réellement la paix, il y a longtemps que l'on parlerait des groupes armés au passé. L'on ne peut pas comprendre que des armées de plusieurs pays ne soient pas en mesure de venir à bout des groupes armés dont l'arsenal militaire est supposé être artisanal<sup>6</sup>. Ceux-ci seraient dans l'impossibilité de se maintenir en vie s'ils ne bénéficiaient pas du soutien multiple des acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux. C'est donc avec raison que l'on s'interroge sur la sincérité des parties qui prennent part aux négociations interminables sur la paix dans les Grands Lacs.

Si l'on veut que la paix devienne une réalité, les différentes parties prenantes dans les conflits (communautés locales, gouvernement congolais, pays de la sous-région, acteurs internationaux), doivent commencer par créer des conditions d'un dialogue sincère. Il est impossible de construire la paix avec des acteurs qui nourrissent des agendas cachés, comme s'emploie à le démontrer Naupess Kibiswa dans sa contribution.

## **(2) Renforcer la volonté politique**

La guerre à l'Est du pays n'est pas une fatalité. Comme le démontrent la plupart des contributions de cette livraison (Nickson Kambale, Jean-Bosco Lalo, Telesphore Muhindo, Pierre Boisselet, Naupess Kibiswa, Rigobert Minani, Jules-Alphonse Sivahera, Ilunga Mukadi), l'instabilité serait une conséquence directe des politiques publiques mal ficelées, quelquefois même déconnectées de la réalité sociologique de la région, faisant le lit à l'activisme de certains acteurs étatiques et non étatiques véreux qui s'abreuvent à la source des souffrances des populations sans défense.

Par ailleurs, il est de plus en plus attesté que cette spirale de violences est liée à une double gestion calamiteuse de la part du gouvernement congolais : les ressources minières dont regorge le sous-sol de l'Est et le patrimoine foncier dont ont besoin les agriculteurs et les éleveurs de la région, à la base des conflits entre communautés locales.

---

5 Il suffit de parcourir, par exemple, le Rapport Mapping publié en 2010 pour se rendre compte de l'implication des armées étrangères dans l'instabilité qui sévit à l'Est de la RD Congo.

6 L'on sait, d'après plusieurs rapports des experts, que les groupes rebelles bénéficieraient de la complicité des armées congolaise et étrangères qui leur fourniraient des armes.

Étant donné qu'il est du ressort du Gouvernement d'assurer la sécurité de tous ses citoyens, il porte donc une lourde responsabilité dans l'instabilité et dans la continuation des conflits sur son territoire. Dans ce sens, il faut vitupérer sa gestion sécuritaire devant l'éternisation des conflits dans certaines parties de son territoire.

Malgré les récentes initiatives, comme l'état de siège instauré dans les régions les plus touchées par l'instabilité, force est de reconnaître qu'une volonté politique indéniable de venir définitivement à bout des conflits armés et ethniques dans le pays est aux abonnés absents. Une telle volonté politique se serait manifestée à travers des décisions courageuses accompagnées de moyens adéquats à même d'enrayer l'instabilité et les tueries récurrentes qu'on déplore depuis plus de deux décennies.

### **(3) Éviter le piège de l'exacerbation des différences culturelles et de la politisation des conflits inter-ethniques**

Quelques contributions (Maître Nickson Kambale, Jean-Bosco Lalo Muhindo) montrent comment les différences ethniques sont quelquefois exacerbées par certains acteurs locaux ou nationaux, au point de créer un climat de suspicion qui ne favorise pas la cohésion sociale. Pendant qu'on y est, pourquoi les différences culturelles devraient-elles constituer une source de conflits perpétuels ?

Il est vrai que d'autres éléments entrent en ligne de compte ici ; comme par exemple l'accès aux terres arables et aux ressources minières. Mais une meilleure gestion foncière et minière contribuerait à trouver des solutions à ces problèmes sans en faire une source de conflits sanglants interminables.

La politisation des conflits interethniques à l'Est du pays est un secret de polichinelle. Plusieurs voix se sont souvent élevées pour dénoncer les « tireurs des ficelles en cravate » qui se cacheraient derrière l'exacerbation de certains conflits interethniques ayant étouffé plusieurs vies humaines. L'on a encore en mémoire la mise en garde du Président de l'Assemblée nationale, l'honorable Christophe Mboso, vis-à-vis de quelques députés nationaux qu'il accusait d'être des instigateurs des conflits dans leurs bases électorales, notamment à l'Est du pays<sup>7</sup>.

Certes, il n'est pas interdit aux politiciens de s'appuyer sur leurs bases électorales pour se positionner. Encore faut-il que les règles du jeu démocratique soient respectées et qu'aucune vie humaine ne soit en danger. Éviter d'attiser la haine tribale dans leurs bases électorales est un acte de responsabilité. En effet, que gagnerait un acteur politique à fanatiser à

---

<sup>7</sup> Lors d'une séance plénière, le président de l'Assemblée nationale avait pris la parole pour demander aux tireurs des ficelles dans l'ombre d'arrêter d'entretenir certains conflits à l'Est. Plusieurs autres sources dénoncent souvent les « auteurs intellectuels » des crimes commis dans les zones des conflits.

outrance son électorat en secouant la fibre tribale qui a souvent tendance à transformer les différences en une arme de guerre redoutable ?

La politisation des conflits interethniques est extrêmement dangereuse. L'on sait comment elle a mis de nombreuses provinces du pays à feu et à sang (Kasai, Nord Kivu, Ituri, Mayi-Ndombe, etc.). En RD Congo, par exemple, si l'on analyse la manière dont la décentralisation a été menée, l'on se rend vite compte que les motivations politiciennes n'ont pas été étrangères à ce processus<sup>8</sup>.

En parcourant les différentes contributions proposées dans cette livraison, un constat se dégage, clair comme l'eau de roche : comme l'affirmait déjà Emmanuel Kant, aucune guerre n'est une catastrophe naturelle. Elle ne s'abat pas sur l'homme comme un désastre naturel contre lequel il est totalement dépourvu de moyens de défense ou de prévention. Elle n'est donc pas une fatalité qui pousserait l'homme à se résigner. La guerre est une production humaine. Et en tant que telle, l'homme en porte une lourde responsabilité qu'il est important de ne pas escamoter dans la construction d'une paix durable. Avec un minimum de bonne volonté, la guerre peut être évitée et les conflits, quelle que soit leur virulence, peuvent trouver une solution.

À la lumière de ce constat obvie, il est possible d'analyser à nouveaux frais les conflits armés ou interethniques et l'instabilité à l'Est de la RD Congo pour rechercher et promouvoir des solutions idoines. Si les autorités congolaises, celles de la sous-région des Grands Lacs et les populations locales veulent effectivement la paix, elles doivent tout mettre en œuvre pour la matérialiser. Car, qui veut la paix, doit préparer la paix !

Le chemin pour la construction d'une paix durable passe, notamment, par trois choses : un dialogue sincère doublé d'une volonté commune de vouloir et de promouvoir la paix, une volonté politique avérée de la part des autorités congolaises, et une promotion de la différence culturelle comme richesse plutôt que comme arme de guerre meurtrière. ■

---

8 On peut lire avec profit l'étude d'Eddy Mazembo, « Politique et territoire en RD Congo. Une analyse de l'installation de nouvelles provinces en RD Congo », in *Congo-Afrique* n°499 (novembre 2015), pp. 724 sqq.